

Belgique : faut-il prolonger les réacteurs nucléaires... fermés ?

■ Alors que le gouvernement De Wever veut relancer un maximum de capacités nucléaires, le démantèlement des réacteurs arrêtés se poursuit chez Engie. La prolongation ne concernerait plus vraiment que Tihange 1, mais les travaux en cours compliquent un éventuel redémarrage. Entre normes de sûreté strictes et coût élevé, l'option d'une relance paraît de plus en plus incertaine.

OUI Prolonger le parc nucléaire est le seul moyen de protéger pour les vingt ans à venir le pouvoir d'achat des Belges, tout en décarbonant

L'opinion de Marc Deffrennes
Administrateur du Collectif Citoyen 100TWh

La Belgique électrique est enfin sortie de son rêve vert. Le gouvernement a opéré un virage à 180 degrés: le nucléaire, hier condamné, est redevenu nécessaire. Bart de Wever et Mathieu Bihet tentent d'infléchir la position d'Engie, pour prolonger des réacteurs fermés.

En 2021, le gestionnaire du réseau électrique Elia affirmait que l'on pourrait se passer totalement du nucléaire en 2025, grâce à de nouvelles centrales à gaz (émettant du CO₂) et 30 % d'importation, alors que la Belgique avec ses 50 % d'électricité d'origine nucléaire très décarbonée, était exportatrice.

Deux centrales sur sept "sauvées"

Suite à la guerre en Ukraine et une nouvelle étude Elia, seules deux centrales sur sept furent "sauvées", pour dix ans seulement. Le mal Écolo était fait. Aujourd'hui, alors que le gouvernement tente de négocier une prolongation de vingt ans pour ces deux tranches et le redémarrage d'unités à l'arrêt, Engie se revendique du contrat signé avec la coalition précédente et accélère les travaux de démantèlement, compliquant un retour en arrière. L'intérêt financier du géant gazier diverge de l'intérêt des consommateurs belges, ménages et entreprises, en termes de décarbonation et de réduction des coûts de l'électricité.

On nous répète que le futur est au vent et au soleil avec des coûts des renouvelables en baisse. C'est vrai, en grande partie grâce à la Chine: investir massivement dans les renouvelables serait la meilleure façon de faire baisser les factures. Mais c'est une vérité tronquée, ca-

chant volontairement la partie immergée de l'iceberg.

Comparer le coût de l'électricité éolienne ou solaire et nucléaire revient à comparer des pommes et des poires. Le service rendu n'est pas le même. Il faut considérer les coûts système engendrés par la gestion de l'intermittence: le back-up et l'adaptation des réseaux.

Comme l'on ne peut commander au vent et aux nuages, il faut des centrales à gaz en doublon. On paie deux fois la capacité pour n'en utiliser qu'une seule. Et quand elles tournent, il faut ajouter le gaz et le CO₂. Si l'on veut se passer de gaz, le stockage explose les coûts par la nécessaire multiplication des renouvelables pour charger suffisamment de batteries pour pouvoir tenir "le temps nécessaire".

Passer d'une production centralisée (nucléaire) à une production diffuse (renouvelables) nécessite d'adapter le réseau. Pour 1 € investi dans l'éolien, il faut investir 1 € dans le réseau haute tension, en particulier pour l'éolien marin. Pour le solaire, c'est au niveau de la distribution basse tension que les coûts explosent.

Une étude réalisée déjà en 2019 par l'OCDE a montré qu'au-delà de 30 % de renouvelables dans le système, les coûts grimpent d'autant plus que ce pourcentage augmente. En fait, si on sait

que le coût total du MWh d'une centrale nucléaire en fonctionnement long terme est de l'ordre de 50 euros, personne ne peut dire ce que sera le coût total d'un mix massivement basé sur les renouvelables car personne ne sait ce que coûteront les installations de back-up et l'adaptation des réseaux.

"L'exemple allemand est le meilleur avertissement pour la Belgique. Le chancelier Merz reconnaît l'échec d'une 'Energiewende' qui a englouti 1 100 milliards d'euros (20 ans de subsides aux renouvelables et réseau) pour aboutir à des prix de l'électricité records, fatals pour son industrie."



Marc Deffrennes

L'exemple allemand est le meilleur avertissement pour la Belgique. Le Chancelier Merz reconnaît l'échec d'une *Energiewende* qui a englouti 1 100 milliards d'euros (20 ans de subsides aux renouvelables et réseau) pour aboutir à des prix de l'électricité records, fatals pour son industrie. Il regrette amèrement la sortie "politique" du nucléaire en Allemagne. La Belgique peut-elle se payer le luxe de suivre cette voie? D'autant plus à un moment où il faut des budgets pour l'école, la santé, les infrastructures, la défense,...

Il est urgent de réaliser une étude globale du système électrique, sans opposer renouvelable et nucléaire mais visant à fixer les priorités, dictées par l'optimisation économique et climatique, pas par les intérêts de lobbies. Pendant ce temps,

prolonger au maximum le parc nucléaire existant est le seul moyen de protéger pour les dix à vingt ans qui viennent le pouvoir d'achat des Belges tout en décarbonant.